



Plan d'urgence 93 pour l'école publique, contre le « choc des savoirs » : l'intersyndicale attend de pied ferme les réponses du gouvernement !

Bobigny, le 9 avril 2024

Depuis bientôt 2 mois, à l'appel de l'intersyndicale FSU, CGT Éduc'action, Sud éducation et CNT éducation, une mobilisation aussi puissante qu'historique rassemble élèves, parents, personnels et élu-es de la Seine-Saint-Denis pour exiger un plan d'urgence pour l'école publique, contre le « choc des savoirs ».

Depuis le 26 février 2024, dans le département le plus jeune mais aussi le plus pauvre de l'Hexagone, on se mobilise par milliers pour demander l'égalité réelle des droits pour tou-ttes les élèves. Nous ne voulons pas plus de moyens qu'ailleurs, nous voulons seulement que la promesse d'égalité républicaine de l'école soit tenue ! Aujourd'hui, les politiques publiques en matière d'éducation ne résorbent plus les inégalités dans notre département, elles les aggravent. Il faut rattraper le retard dû au sous-investissement chronique de l'État en matière d'éducation en Seine-Saint-Denis, comme deux rapports parlementaires, en mai 2018 puis en novembre 2023, l'ont largement documenté.

Pour faire réussir tou-ttes les élèves du département et redonner à l'école publique sa mission émancipatrice, l'État doit acquitter sa dette envers la Seine-Saint-Denis. À département hors-normes, il faut des moyens hors-normes ! Cette posologie d'urgence pour une école en état d'urgence, l'intersyndicale 93 l'a chiffrée à hauteur de 358 millions d'euros en ce qui concerne les moyens horaires et humains (5 000 enseignant-es, 2 200 AESH, 650 AED, 320 AP, 290 PsyEN, 175 CPE). Un autre collectif budgétaire dédié au bâti est tout aussi indispensable, les collectivités territoriales ne pouvant plus assurer seules la transition énergétique et l'égalité socio-scolaire.

Par la force de la mobilisation, avec le soutien de ses représentant-es nationaux-ales, l'intersyndicale 93 a obtenu d'être reçue à Matignon (mercredi 10 avril) puis au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse par la ministre Nicole Belloubet en personne (lundi 15 avril).

Nous ne pouvons accepter que la seule réponse du gouvernement aux revendications légitimes d'une communauté éducative unie dans la lutte soit de nature répressive, que ce soit devant les écoles et les établissements ou lors d'actions de manifestation, au moment même où Nicole Belloubet annonce le déploiement d'une « force mobile de sécurité » et où le Premier ministre Gabriel Attal s'interroge sur la question de l'instauration de conseils de discipline dès la primaire. Alors que « L'ordre, l'ordre, l'ordre ! » semble être la seule obsession du pouvoir en place depuis les révoltes urbaines de l'été dernier, la seule réponse qui s'impose est : « L'école, l'école, l'école ! ».

NON, nous ne participerons pas à l'embrigadement de la jeunesse et nous arracherons les milliards d'euros alloués à l'uniforme et au SNU !

NON, nous n'organiserons pas le tri social néolibéral des groupes de niveau. Il n'y aura pas une école pour « les gens qui réussissent » et une école pour « les gens qui ne sont rien » !

Sans annonces de la part du gouvernement à la hauteur des revendications exprimées par l'ensemble de la communauté éducative, de nouveau il n'y aura pas de rentrée le 22 avril prochain dans les écoles et les établissements de la Seine-Saint-Denis !